



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

18/06/2026

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 284 du 18 juin 2026**

Édito

Pendant que les grenouilles politiciennes participent au concours organisé par le patronat pour savoir qui sera le héraut le mieux à même de défendre ses intérêts en neutralisant par la répression ou la collaboration de classe les travailleurs, ces derniers ont un souci majeur en tête : celui des fins de mois ! Car tout augmente sauf les salaires et dans le même temps les services publics se dégradent tandis que chômage et précarité augmentent. De Versailles où les représentants de l'impérialisme occidental font ripailles avec leur mentor Trump, dans un luxe royal et couteux, les ceintures qui se serrent ne font guère de bruit.

C'est d'ailleurs ce qui manque dans le paysage étant seul de nature à inquiéter la bourgeoisie : l'organisation d'un puissant mouvement de riposte contestant le fond de la politique du capital. Ce tous ensemble de classe, il faut le faire naître et grandir. Cette offensive de classe a clairement un besoin impérieux de l'affirmation d'un syndicalisme de lutte de classe et d'un parti révolutionnaire fort et résolu. Dans l'urgence du moment, existe bien la lutte et aussi la reconstruction des deux jambes nécessaires au mouvement révolutionnaire : le syndicat de classe et de masse et le parti révolutionnaire. C'est ce à quoi nous travaillons !

Sommaire :

Luttes

**Airbus : la CGT a appelé à la grève lors des négociations salariales annuelles, elles se sont tenues à partir du 8 juin au siège d'Airbus à Toulouse*

**Carcassonne : Défendre les libertés syndicales, la liberté d'expression et les locaux syndicaux interprofessionnels !*

**Retour sur la lutte des Fleury-Michon du 5 juin*

**Figeac Aéro : la lutte commence à payer !*

**SEB : rassemblement de lutte*

**Hôpital St Anne (Paris) : Les soignants dénoncent le manque de moyens et l'accueil indigne des patients. Ils ont entamé une grève tournante depuis le 26 mai*

**Kyrnolia (Corse) en grève illimitée*

**Les employés du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) du CCAS de Belfort : non à la cessation des soins à domicile*

**Les salariés de Ferroglobe en Isère restent inquiets*

**Loué : les factrices et facteurs reconduisent leur grève*

**Chateau Blanc (59) : un plan de continuation sérieux*

**Les secrétaires de mairie réclament la reconnaissance de leur métier*

**Les agents des services sociaux alertent sur la dégradation des conditions de travail*

**1er Mai : le gouvernement revient à la charge*

**Grève à Prisma Media : face à la suppression de 40% des effectifs*

**Grève nationale à l'Etablissement français du sang*

**Les salariés d'ATM Transport en grève*

**Troisième mois de grève dans les transports à Brest*

Dossiers ; Économie

**La France serait en guerre : aux armes les épargnants !*

**Augmentation des droits d'inscriptions à l'Université : Le conseil d'administration de Sorbonne Université dit non*

**les inspecteurs du travail de Haute-Vienne épuisés*

**Bis repetita ! huit heures de retard pour le train Paris-Clermont à cause d'une panne de locomotive*

**Pourquoi les prix du gaz augmentent en 2026*

**Détroit d'Ormuz : blocage et profits*

**Hausse inflationniste aux États-Unis*

International ; Solidarité internationaliste

**undi 15 juin, Eurosatory, le plus grand salon mondial de l'armement, a ouvert ses portes au parc des expositions de Villepinte*

**Corée du Sud : les travailleurs de Kakao en grève*

**Italie : grève des cheminots*

**Bolivie : la lutte continue*

**Les ouvriers de Procter Gamble en Turquie, sont en grève*

**Mayotte : les Apprentis d'Auteuil en grève*

**La CGT service publics solidaire de Cuba : brisons le blocus*

**St Denis : étudiants de la cité de l'ermitage en lutte*

Luttes

Airbus : la CGT a appelé à la grève lors des négociations salariales annuelles, elles se sont tenues à partir du 8 juin au siège d'Airbus à Toulouse

Des mobilisations et des grèves sont programmés depuis le 8 juin sur plusieurs sites : à Airbus Helicopters de Paris-le Bourget et Mérignac, à Airbus Defense and Space de Toulouse et d'Élancourt, à Rochefort, à Bouguenais-Nantes afin d'obtenir des augmentations de salaires et l'augmentation de la prime de participation.

La mobilisation exprime une réelle colère des salariés face à des mesures d'austérité (réduction des dépenses non essentielles, pression sur le télétravail, conditions de travail) alors que la production doit monter en cadence. Airbus a de nombreuses commandes en cours. Pour rappel, en avril 2026, Jean-Pierre Farandou, ministre du Travail et des Solidarités, et Sébastien Martin, ministre délégué chargé de l'Industrie, étaient venus sur le site d'Airbus Atlantique à Montoir-de-Bretagne pour annoncer la mobilisation générale visant à attirer et recruter dans l'industrie.

Le constructeur aéronautique a un carnet de commandes dépassant les 9 000 avions, avec un objectif de 870 Airbus en 2026.

En 2026 le salaire de base de G. Faury PDG d'Airbus était de 1,56 millions d'euros -soit une augmentation de 40 %, 2026 est aussi une année record concernant les actionnaires : 2,53 milliards d'euros de dividendes versés, soit une hausse de 6,7 % par rapport à 2025.

Pour les salariés, l'accord salarial signé par FO, la CGC, la CFTC et la CFDT est limité à 2,5 % d'augmentation à partir de juillet, essentiellement sous forme d'augmentations individuelles et la prime de participation versée au titre de 2025 réduite de 54%, lors d'un premier mouvement en mai la direction avait annoncé une prime compensatoire de 500 euros bruts, somme dérisoire et insultante.

Mobilisation exceptionnelle des travailleurs Airbus Bouguenais-Nantes

Mardi 9 juin, un appel de la CGT à débrayer deux heures avec un temps fort au changement d'équipe de 13 heures, été suivi par plus de 200 grévistes mobilisés pour la prime, mais surtout en faveur des augmentations de salaire cette mobilisation a été l'occasion de rencontrer les sous-traitants dont les salaires sont insuffisants.

Ces débrayages ont permis de ressouder des liens entre travailleurs face à une direction cupide et des syndicats aux ordres de la direction.

Les négociations du 12 juin, entre syndicats (FO, CGC, CFTC, CFDT) et direction, ont abouti à une prime compensatoire de 500 € sera versée aux salariés d'Airbus. Le « retour au calme » n'est pas acquis.

Carcassonne: Défendre les libertés syndicales, la liberté d'expression et les locaux syndicaux interprofessionnels !

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, FSU et UNSA d'Occitanie dénoncent dans un communiqué commun du 11 juin les attaques contre les droits syndicaux et tout particulièrement les tentatives de les priver de leurs Bourses du Travail et appellent à la mobilisation : "A Carcassonne, comme partout ailleurs, ces attaques, pressions ou tentatives d'intimidation visant l'activité syndicale ne sont jamais anodines. Elles constituent en effet une atteinte directe aux droits fondamentaux conquis par des décennies de luttes sociales et ne sont qu'une forme de remise en cause de la liberté d'expression. La liberté syndicale n'est ni une faveur

accordée par les employeurs ou les pouvoirs publics, ni une variable d'ajustement selon les circonstances : c'est un droit démocratique essentiel, garanti par la loi et les conventions internationales. Une démocratie sans démocratie sociale, sans dialogue social, n'est pas tout à fait une démocratie. "

Retour sur l'action des Fleury Michon du 5 juin : Correspondance du syndicat CGT



" Voici un retour de notre action du 5 juin dernier : Ce vendredi 5 juin, à l'appel de la CGT Fleury Michon, plusieurs dizaines de militants se sont rassemblés devant le Conseil des prud'hommes de La Roche sur Yon pour soutenir sept travailleurs sanctionnés pour avoir fait grève. Cette audience fait suite à une précédente, qui s'est déroulée le 18 novembre 2025, à laquelle plus de 200 camarades étaient mobilisés. Ce fut l'occasion de rappeler l'origine de la lutte : en vingt ans, Fleury Michon a détruit un tiers de ses effectifs. En contrepartie, elle a durci l'exploitation de notre force de travail en multipliant le travail du samedi, qui n'est pas une journée de travail habituelle à Fleury Michon. C'est pourquoi, depuis plus de trois ans maintenant, la CGT appelle les travailleurs à lutter pour de meilleures organisations du travail, des hausses de salaire et davantage de recrutements. Lors de l'audience, Fleury Michon s'est défendue en tenant ces propos : « 90 % des autres salariés sont venus travailler le samedi, c'est aussi pour eux que nous avons sanctionné les autres. » Elle dit clairement en audience prendre « les 7 » en exemple pour les travailleurs qui envisageraient de s'exprimer par la lutte. En résumé, la politique sociale de Fleury Michon : Tais toi et bosse A Fleury Michon, la répression patronale ne cesse de se durcir, avec une douzaine de dossiers prud'homaux en cours. Et pour aller plus loin, l'entreprise vient de modifier son règlement intérieur : tout salarié qui contredit une directive hiérarchique s'expose désormais à une procédure disciplinaire. Le Conseil des prud'hommes rendra sa décision le 17 juillet. Quelle que soit cette décision, la lutte ne s'arrêtera pas à cette date. Les travailleurs unis et solidaires ne seront jamais vaincus ! "

Figeac Aéro : la lutte commence à payer !

Figeac Aéro dont le chiffre d'affaire est de 486,8 millions d'euros et un bénéfice de 78 millions d'euros, a freiné des quatre fers sur les augmentations dans le cadre des NAO. Face au refus de signer de la CGT et à l'action, la direction a annoncé le 11 juin une augmentation générale de 30 euros brut au 1^{er} juin accompagnés d'une augmentation des minima de grille de 30 euros. Cela représente une augmentation de 51 euros lissée sur l'année (+ 2,5%) concernant les bas salaires. Pour la CGT, le compte n'y est toujours pas et elle se tourne vers les salariés afin d'avoir leur avis.

SEB : rassemblement de lutte

Le 19 juin à Ecully la CGT appelle à un rassemblement pour dire stop aux licenciements, à la répression syndicale et à la pollution et explique les raisons de ce rassemblement dans un communiqué¹.

Hôpital St Anne (Paris) : Les soignants dénoncent le manque de moyens et l'accueil indigne des patients. Ils ont entamé une grève tournante depuis le 26 mai.

Le Centre Psychiatrique d'orientation et d'accueil de l'Hôpital Sainte-Anne est unique en Île-de-France. Il reçoit 24 heures sur 24 des patients. Tous notent l'augmentation des flux de personnes en détresse psychologique, notamment des jeunes, depuis le COVID. Face à cette situation, les soignants se heurtent au manque cruel de moyens. Cette situation a poussé le personnel para-médical à faire grève depuis le 26 mai. "Pas assez de lits, service à l'agonie", "plus de lits pour la psy". En quelques pancartes placardées devant l'hôpital Sainte-Anne, ils ont résumé leur légitime revendication de voir la qualité de soin s'améliorer. La ténacité des personnels a contraint la direction à des reculs avançant des propositions. Ainsi, le Groupe Hospitalier Universitaire Paris Neurosciences et Psychiatrie - dont dépendent les urgences - a proposé un protocole de sortie de grève. La direction acte la création et la pérennisation de 4 postes d'infirmiers et 6 d'aides-soignants, mais il n'y a, selon la CGT, aucune avancée sur l'une des principales revendications des grévistes : la création de lits. Rappelons que depuis 2008, le nombre de lits en établissements hospitaliers psychiatriques est passé de 65.600 en 2008 à 51.329 en 2023, selon un rapport sénatorial².

Kyrnolia (Corse) en grève illimitée

Plusieurs dizaines de personnes sont réunies le mardi 9 juin devant les locaux de Kyrnolia à l'entrée d'Ajaccio, salariés de l'entreprise mais également des militants de la CGT venus leur apporter leur soutien. **Le conflit a pour origine une procédure disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement** entamée à l'encontre d'un des salariés, n'étant autre que le délégué syndical de la CGT.

Par ailleurs les grévistes demandent l'application d'un protocole de fin de conflit datant de juillet 2025, celui-ci, selon eux, n'aurait jamais été mis en place.

Selon le journal *Corse Matin*³, le " 9 juin, une centaine d'employés de la compagnie des eaux et de l'ozone de Corse (CEOC), filiale de Kyrnolia, étaient réunis sur le parking des locaux administratifs du gestionnaire des eaux, situé au complexe Castellani à l'entrée d'Ajaccio. Une grande banderole "Kyrnolia en grève" a été tendue à l'entrée du bâtiment avec une pancarte annonçant de potentielles coupures d'eau."

Les employées du service de soins infirmiers à domiciles (SSIAD) du CCAS de Belfort : non à la cessation des soins à domicile

Après la décision de Damien Meslot, maire de Belfort (LR), de supprimer une partie des activités du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) du centre communal d'action social, le CCAS, les employées réagissent. Le maire prétextant des difficultés de recrutement en CDI entend confier le service public à des associations. Le personnel conteste ce choix en montrant que ce serait une liquidation du service public coûterait plus cher aux usagers. Cette pratique, non exclusive à ce maire, de se défausser vers des associations mène à une dégradation des services et des conditions sociales et salariales des travailleurs sociaux.

Les salariés de Ferrolobe en Isère restent inquiets

Les 130 salariés de Ferrolobe à Livet-et-Gavet en Isère ont de nouveau un peu de travail. Depuis fin avril, l'un des fours de l'usine de silicium des Clavaux est relancé mais l'avenir reste incertain du fait d'un marché fragilisé par les importations de silicium asiatique. Le délégué syndical de la CGT sur le site des Clavaux estime: "*c'est vraiment aléatoire et timide par rapport à ce qu'on a connu. On n'a pas les commandes nécessaires pour faire démarrer deux fours et c'est la grosse inquiétude pour l'avenir.*" Rappelons qu'en 2021 et 2022 ils s'étaient battus pour le maintien du site en assurant une production de qualité et montrant alors la rentabilité du site. Aujourd'hui, le silence de la direction face à la situation est considéré comme inquiétant.

Loué : les factrices et facteurs reconduisent leur grève

Le 15 juin, Les factrices et facteurs de Loué ont décidé lundi de reconduire leur mouvement de grève contre le déménagement de leur centre de distribution du courrier à La Suze-sur-Sarthe, 25 kilomètres plus loin, en septembre prochain." *Des frais en plus pour les salariés et un service en moins*" dénonce la CGT.

Chateau Blanc (59) : un plan de continuation sérieux



La FNAF-CGT communique le 12 juin à propos de la situation du groupe Holder⁴

" Le syndicat CGT, les salariés de Château Blanc et des militants CGT de nos professions sont venus apporter leur soutien, se sont mobilisés aujourd'hui afin de défendre leur outil de travail et leurs emplois. Ils étaient 200 en manifestation à Lille et rassemblés devant la Métropole Européenne de Lille dénonçant les choix de casse de Holder et affirmer qu'il existe un avenir pour Château Blanc. Les élus du Cse ont construit, avec leur expert, un plan de continuation sérieux démontrant que les trois usines forment un appareil productif cohérent et complémentaire en capacité de fabriquer des productions de grande qualité. Depuis plusieurs années la direction de Holder a mis en place une stratégie pour s'accaparer un maximum de profits financiers au détriment des emplois et des outils industriels. Holder a siphonné la valeur ajoutée créée. Cette décision de destruction injustifiée met en péril un fleuron industriel, pousse dans la misère les salariés et leurs familles. La casse organisée coûterait, sur 3 ans, entre 60 et 80 millions d'euros à la collectivité. A l'opposé, le plan de continuation, porté par le CSE et les salariés sauvegarderait les 405 emplois pour un coût ridicule établi entre 2 et 5 millions

d'euros. Des solutions existent. Holder doit payer. Reçus aujourd'hui par la Métropole de Lille, nous avons obtenu de celle-ci la mise en place d'une table ronde en intégrant le Cse et son cabinet d'expertise, des représentants de la direction et des élus politiques locaux et nationaux, et les pouvoirs publics. La mobilisation d'aujourd'hui démontre que les luttes syndicales, la solidarité ouvrière, les victoires arrachées sont des réalités quotidiennes, vivantes et tenaces. Nous poursuivons avec détermination le combat pour concrétiser le plan de continuation.

St Denis : étudiants de la cité de l'ermitage en lutte

La cité de l'ermitage est une des plus précaires de St Denis, construite comme un foyer de travailleur et situé dans un quartier populaire, les chambres y font 9m² et des infestations de cafards et de punaises de lit les occupent, les cuisines communes ne sont pas du tout entretenues par le CROUS et depuis 2 semaines les résidents n'ont plus d'eau chaude, le Comité Syndical de Résidence s'est tout de suite mobilisé, a prévenu le CROUS plusieurs fois et malgré les promesses rien n'a été fait. Le 17 juin un rassemblement est prévu afin d'obtenir une solution.

Les secrétaires de mairie réclament la reconnaissance de leur métier

Mal payées, débordées le métier de secrétaire de mairie est essentiel au fonctionnement des communes. Polyvalentes et sous-payées, ces agentes réclament une meilleure reconnaissance de leurs compétences. Elles ont tenu leur premier congrès national à Vigan (Lot), appelant à une meilleure valorisation de leur profession.

Les agents des services sociaux alertent sur la dégradation des conditions de travail

Ils étaient une centaine, place de la Préfecture en Indre et Loire, mobilisés afin d'alerter sur la dégradation des conditions d'exercice de leurs missions. Travaillant à la protection de l'enfance, à l'action sociale, dans les MDS (Maisons départementales de la solidarité), tous partagent le même constat : « On ne nous donne pas les moyens de répondre aux usagers. » Face à une vague d'arrêts de travail et un sentiment d'abandon, les agents des services sociaux d'Indre-et-Loire tirent la sonnette d'alarme. Ils dénoncent un manque de moyens criant pour accomplir leurs missions essentielles auprès des plus fragiles.

1^{er} Mai : le gouvernement revient à la charge

Le Sénat a adopté, mardi 16 juin, le projet de loi visant à permettre le travail le 1^{er} Mai, jour férié et chômé. Quelques semaines après l'abandon d'une réforme similaire, le gouvernement a obtenu, sans surprise, l'aval du Sénat concernant son texte de "clarification". Le projet entend permettre aux salariés, des artisans boulangers-pâtisseries et des fleuristes de travailler ce jour-là, sous réserve qu'un accord de branche fixe les conditions de recueil de leur volontariat et de leur rémunération. Le ministre du Travail Jean-Pierre Farandou, assure que la nécessité d'un accord de branche allait "renforcer le pouvoir des syndicats" ! La collaboration ou lutte des classes : les syndicats ne pourront continuer à leurrer les travailleurs. Le texte est désormais transmis à l'Assemblée nationale.

Grève à Prisma Media : face à la suppression de 40% des effectifs

400 salariés en grève dénonçant le plan social prévoyant la suppression de 40% des effectifs. Prisma Media regroupe des magazines comme "Capital", "Geo", "Femme actuelle", "Voici", "Ça m'intéresse" ou encore "Télé Loisirs". Ce groupe avait encore 950 salariés lorsque Vincent Bolloré l'a racheté en 2021, cinq ans après : 650 et là, l'objectif, c'est de passer à 400.

Le groupe, selon le délégué SNJ CGT, justifie ces coupes en expliquant vouloir "se recentrer sur les titres mères, mais ceux-ci sont eux-mêmes dépecés. Prisma Media va également rejoindre les rédactions de CNews et du JDD. Une nouvelle assemblée générale du personnel est prévue afin d'évoquer la suite du mouvement

Grève nationale à l'Établissement français du sang

Conditions de travail "difficiles", manque d'effectifs, extension des horaires : un mouvement social national secoue actuellement l'Établissement français du sang (EFS). La mobilisation pourrait durer plusieurs semaines. L'organisation F.O dénonce la dégradation des conditions de travail des salariés de l'EFS et appelle à une grève nationale. La direction de l'EFS demande d'étendre les horaires des Maisons du don, mais n'a pas les ressources financières suffisantes pour développer les prélèvements de plasma, technique plus longue qu'un prélèvement sanguin (10 mn minimum, nécessitant obligatoirement 1h30 de prise en charge par donneur : une surcharge de travail pour les salariés, éprouvant un ras-le-bol collectif. Chaque infirmière doit s'occuper de quatre donneurs en même temps : un "travail à la chaîne". Les salariés devront travailler aussi les week-ends et jours fériés en plus de la semaine afin de faire le maximum de donneurs mais avec le minimum de personnel. Il manque 200 à 300 postes au niveau national, Des négociations sont en cours également sur les salaires. La grève perdurera tant que la direction n'aura pas donné une réponse de la direction. Le mouvement devrait être reconduit jusqu'au 15 juillet.

Les salariés d'ATM Transport en grève

Depuis l'ouverture à la concurrence et la fin du monopole de la RATP, le groupe ATM, opérateur public historique des transports de Milan a remporté 18 lignes de bus dans le sud des Hauts-de-Seine. Les travailleurs d'ATM subissent la dégradation de leurs conditions de travail : souffrance, pression, répression syndicale. L'entreprise cherche à faire des économies sur le dos des travailleurs et sur les usagers leur faisant subir de plein fouet les conséquences de la privatisation. *"Il y a des agents aujourd'hui ont 200 € en moins sur leur fiche de paye par rapport à notre salaire précédent lorsque nous étions salariés à la RATP" mais de plus, une dégradation de leurs conditions de travail et la perte de nombreux avantages. " Sans réponse de la direction nous allons durcir le mouvement" appelle la CGT.*

Troisième mois de grève dans les transports à Brest

Le conflit opposant les salariés à la direction de RATP Dev entre dans son troisième mois, Le réseau Bibus est fortement perturbé par un mouvement de grève depuis le 7 avril 2026 à Brest. Les grévistes dénoncent l'épuisement des salariés et un manque d'effectifs depuis le lancement mi-février du nouveau réseau de transport. Une mobilisation massive est particulièrement suivie avec 83% de grévistes à la conduite et une paralysie totale des services de maintenance. Une "gestion humaine" défailante depuis la reprise par le groupe RATP. La délégation de service public (DSP) accordée à RATP Dev arrivera à son terme en 2028. La présidente de Brest métropole (ex PS passée à droite) en charge des mobilités et des grands projets déclare : « Je nous invite à réinterroger l'ensemble du modèle qui a perdu de vue l'utilisateur du service public. » Cette spécialiste du retournement de veste a supprimé la moitié du personnel de l'association Don Bosco en 2024 !

Dossiers ; Économie

La France serait en guerre : aux armes les épargnants !

Le patron de BpiFrance (banque du secteur public), Nicolas Dufourcq, déclare dans un interview accordé au magazine *Challenges* : « **Nous permettons aux Français de participer à l'effort de guerre** »⁵.

Cette martiale entrée en matière se justifie par le 1,2 milliard d'€ d'engagements (en 2025) de Bpi auprès des PME du secteur de l'armement (5000 sociétés) : 500 millions d'€ en fonds propres (prise de participation dans le capital), 410 millions d'€ de prêts classiques, 220 millions d'€ de prêts à l'innovation et enfin 64 millions d'€ de garantie. Cette manne a été perçue par 634 entreprises dont quelques start-ups.

Enfin, nous indique le chef des armées financières : « **nous avons, enfin, lancé en octobre 2025 le fonds BpiFrance Défense, afin de permettre aux Français de participer à cet effort de guerre.** »

6.000 épargnants patriotes ont déjà souscrit à cette ligne Maginot financière à hauteur de 70 millions d'€. Le ticket d'entrée dans ce fonds a été fixé à 500 € et l'objectif serait de collecter 450 millions d'€.

Enfin, BpiFrance propose des services de diagnostic aux sociétés du secteur, essentiellement de cybersécurité, car comme il est souligné tous les jours, la guerre est devenue hybride.

S'il est légitime de conserver dans le tissu industriel national des entreprises et des savoir-faire liés à la défense nationale, en faire un produit de placements financiers et décréter la guerre ouverte sont tout autre chose !

Augmentation des droits d'inscriptions à l'Université : Le conseil d'administration de Sorbonne Université dit non

A l'unanimité le Conseil d'Administration de Sorbonne Université du 9 juin a dit non à l'augmentation des frais d'inscriptions pour les étudiants non communautaires.

" Sorbonne Université exprime sa plus vive préoccupation à la suite du décret visant à restreindre drastiquement les possibilités d'exonération des droits d'inscription pour les étudiantes et étudiants étrangers hors Union Européenne.

Pour Sorbonne Université, fortement engagée dans l'accueil des étudiantes et étudiants internationaux et attachée à la diversité de ses publics, une telle évolution aura des conséquences néfastes. Elle remettra en cause l'équilibre de nombreux parcours de formation, affaiblira notre attractivité et fragilisera des trajectoires étudiantes déjà largement précarisées.

Depuis le début de l'année 2026, plusieurs mesures ont contribué à accentuer la précarité des étudiantes et étudiants extra-communautaires, notamment la suppression des aides personnalisées au logement pour les étudiantes et étudiants non boursiers, ainsi que le doublement du montant du timbre fiscal exigé pour l'obtention d'un titre de séjour étudiant, passé de 75 à 150 euros.

Dans ce contexte, le projet d'augmentation des droits d'inscription s'inscrit dans une dynamique plus large de fragilisation de ces publics et de restriction de l'accès à l'enseignement supérieur.

Au-delà de ses effets immédiats, ce décret interroge profondément le sens même des missions de service public de l'enseignement supérieur. En restreignant les leviers d'accueil et d'accompagnement des étudiantes et étudiants internationaux, il porte atteinte à l'universalité du modèle universitaire français, fondé sur l'ouverture, l'accessibilité et la coopération internationale.

Sorbonne Université appelle solennellement à l'abandon du décret et à mettre fin aux frais différenciés pour les étudiantes et étudiants extra-communautaires."

Les inspecteurs du travail de Haute-Vienne épuisés

Depuis plus de deux ans les inspecteurs du travail sont cinq ou six au lieu des 10 postes prévus dans leur service. Cela a évidemment des conséquences sur leurs conditions de travail. Ils ne sont plus en mesure de traiter que les urgences, et les dossiers s'accumulent. Toute ressemblance avec un débat récent sur les sous effectifs dans la justice et leurs conséquences parfois tragiques, voir l'affaire de Lihanna, n'a évident rien à voir avec des choix politiques de classe visant les services publics. Les responsables politiques de cette situation, quant à eux, cherchent toujours à nous vendre qu'ils n'ont aucune responsabilité...alors mettons les au chômage !

Bis repetita ! huit heures de retard pour le train Paris-Clermont à cause d'une panne de locomotive

La ligne Paris-Clermont est bien connue pour les nombreux retards la caractérisant. Cette situation est en rapport avec la vétusté du matériel et n'est liée à aucune malédiction particulière. Cette situation est dénoncée depuis des années par les cheminots, les usagers et de nombreux élus de la région. Le lundi 15 juin le premier train reliant Clermont à Paris a battu un nouveau record avec 8h20 de retard : la cause, une panne de motrice dans le Loiret. Les cheminots, comme les usagers n'en peuvent plus de cette situation qui a tout à voir avec la liquidation du service public et le *repli* sur les lignes rapportant et attirant la concurrence comme la confiture attire les mouches!

Pourquoi les prix du gaz augmentent en 2026

Trois forces principales tirent les prix du gaz vers le haut, dont l'effet se cumule sur votre facture. La géopolitique pèse à court terme, la fiscalité en continu, et la baisse structurelle de la consommation à long terme. Les usagers du gaz en France subissent plusieurs hausses successives en 2026, celles-ci se répercutent sur leurs factures. Les principales raisons sont: la hausse des coûts d'acheminement et de distribution du gaz sur les réseaux, l'augmentation des coûts de stockage, l'évolution des taxes et contributions, les tensions sur les marchés internationaux de l'énergie. **Au 1^{er} juillet 2026**, le tarif de distribution du gaz (ATRD) **augmente de 5,87 %** en moyenne. Pour un consommateur résidentiel, l'impact direct sur la facture totale est estimé à environ **+1,5 %**. Par ailleurs, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a annoncé **une hausse du prix repère du gaz de 7,4 % au 1^{er} juillet 2026**, ceci alourdit davantage la facture des ménages disposant d'offres indexées sur ce prix de référence. Dans l'hexagone, les prix de l'électricité sont relativement épargnés par la crise au Moyen-Orient, grâce à une production abondante d'origine nucléaire et renouvelable. Malgré ce constat, Enedis, devrait augmenter de 3% environ au 1er août prochain. Ce qui devrait se traduire par une augmentation d'environ 1% des prix concernant les consommateurs abonnés au « tarif bleu » d'EDF. Ces hausses relancent le débat sur la maîtrise publique de l'énergie, la protection du pouvoir d'achat et le droit à l'accès à une énergie abordable. D'un point de vue social, ces hausses touchent particulièrement sur : les retraités, les ménages modestes, les habitants de logements mal isolés, les territoires où le gaz reste la principale source de chauffage. En France, la précarité énergétique est un enjeu majeur des politiques sociales et environnementales, touchant plusieurs millions de personnes chaque année.

Détroit d'Ormuz : blocage et profits

Pendant le blocage du détroit d'Ormuz, les négociants en matières premières énergétiques (qui achètent, transportent, transforment avant de revendre) ont réalisé des bénéfices records. En s'appuyant sur le principe de l'offre incertaine / demande forte et sur leurs capacités réelles à approvisionner leurs clients, ils ont pu augmenter significativement leurs marges. Par exemple, Trafigura, l'un des plus gros négociants, vient d'annoncer 4,1 milliard de dollars de bénéfice au cours du premier semestre (plus du double comparé au résultat de l'année précédente sur la même période). Un résultat n'ayant rien à envier aux géants de la tech sur le plan de la rentabilité.

Hausse inflationniste aux États-Unis

L'Amérique enregistre une hausse inflationniste jamais vue depuis 3 ans. Cette augmentation touche principalement le secteur de l'énergie et ceux qui en dépendent.

La guerre au Moyen-Orient et le conflit lancé par Trump sur les conseils de B.Netanyahou sont à l'origine de cette hausse de l'énergie ayant un impact réel sur le pouvoir d'achat des salariés. Toutefois les secteurs de l'alimentaire et des produits manufacturés ne sont pas touchés. La politique protectionniste et impérialiste de D.

Trump dégrade la situation économique de son pays et les conditions d'existence des travailleurs. Le pays ne sait plus par quel moyen rester en concurrence contre la Chine pour l'hégémonie mondiale.

International ; Solidarité internationaliste

lundi 15 juin, Eurosatory, le plus grand salon mondial de l'armement, a ouvert ses portes au parc des expositions de Villepinte

Eurosatory : la plus grande fête internationale des vendeurs d'armes gâchée par Guerre à la guerre ! Plusieurs heures de mobilisation ont permis de bloquer et perturber l'ouverture de ce supermarché mondial de la guerre et de l'oppression des peuples⁶. A l'intérieur du salon, notons le, 12 stands d'exposants israéliens ont dû être fermés, car il ne respectaient pas la consigne de ne présenter que des « armes défensives », édictée par un gouvernement français sous pression face à la mobilisation populaire contre le commerce d'armement avec l'État génocidaire israélien.

Corée du Sud : les travailleurs de Kakao en grève

Les employés de Kakao⁷, un géant du numérique sud-coréen, réclament la sécurité de l'emploi et une part des bénéfices. Le 13 juin 2026, les employés du géant technologique sud-coréen Kakao ont mené la première grève de l'histoire de l'entreprise. Environ 1.200 à 1.500 employés de différentes divisions du groupe ont participé à un bref arrêt de travail et à une manifestation à Pangyo, au sud de Séoul. Parmi les participants figuraient des employés de la maison mère, de Kakao Pay et de Kakao Enterprise. La grève vise la politique de bonus de l'entreprise, la précarité de l'emploi pendant la restructuration et ce que les employés considèrent comme une répartition inéquitable des bénéfices. Le syndicat exige un système de bonus indexé sur le résultat d'exploitation, une plus grande transparence et la fin des rémunérations disproportionnées de la direction. Les employés revendiquent également des garanties d'emploi en cas de cession d'actifs, de scission d'activités ou de réorganisation du groupe Kakao. Cette grève se déroule au sein d'une grande plateforme technologique, c'est significatif. Le secteur technologique a longtemps été présenté comme moderne, créatif et exempt des contradictions de classe de l'ancienne industrie. Pourtant, là aussi, le même rapport fondamental persiste : les travailleurs produisent la valeur, tandis que le capital contrôle les résultats, les décisions et les profits. Le code, les plateformes, les systèmes de paiement, les services de messagerie et l'infrastructure numérique ne sont pas créés par le cours des actions, mais par les travailleurs. Ils ne demandent pas la charité, mais réclament une part de la valeur qu'ils ont eux-mêmes créée. La lutte syndicale prend de l'ampleur, la grève chez Kakao le montre, même dans les secteurs où le capital pensait avoir individualisé les travailleurs. Lorsque les programmeurs, les techniciens, les administrateurs et les développeurs de plateformes commencent à agir collectivement, le mythe selon lequel les travailleurs du secteur technologique ne seraient seulement des carriéristes individualistes est remis en question. Ils font partie de la classe ouvrière, et leur lutte s'inscrit dans la lutte des classes.

Italie : grève des cheminots

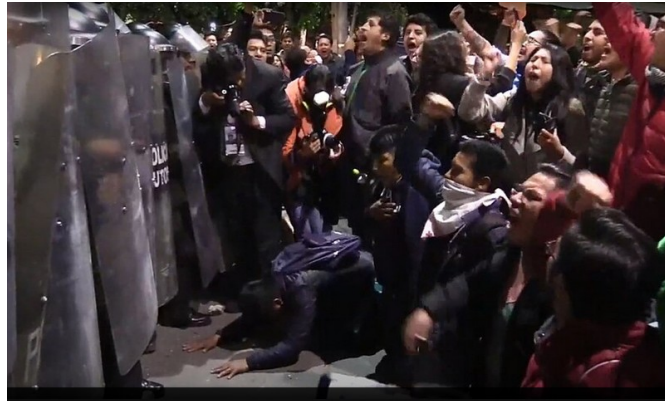
Le trafic ferroviaire en France⁸ et en Italie⁹ a été fortement perturbé suite aux grèves déclenchées dans les deux pays. En France, les principaux syndicats ferroviaires ont annoncé un mouvement de grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail, les restructurations, les accidents, les arrêts maladie et la surcharge de travail à la SNCF. Les services TGV, régionaux et internationaux ont été affectés. En Italie aussi, les salariés de Trenitalia, Trenord et Trenitalia Tper, se sont mis en grève. Dans le système ferroviaire capitaliste européen, les travailleurs subissent la pression des restructurations, des rationalisations, du manque de personnel, de l'externalisation et des exigences de productivité accrue. Lorsque le système dysfonctionne, la colère se dirige souvent vers les grévistes, et non vers les politiques et les structures d'entreprise à l'origine des problèmes. En France, les syndicats ferroviaires dénoncent la dégradation des conditions de travail, les accidents et la pression psychologique. Cela montre que la lutte ne porte pas uniquement sur les salaires, mais aussi sur le contenu, le rythme et la sécurité du travail. Lorsque la pression sur les travailleurs est trop forte, la santé, la sécurité et, par extension, la sécurité des voyageurs sont également affectées. En Italie, la grève illustre comment, même les entreprises publiques fonctionnent dans le cadre du capitalisme. La propriété publique en elle-même ne suffit pas si les opérations sont régies par la logique du marché, la concurrence, les économies et la rigueur budgétaire. Les conditions de travail se dégradent malgré tout lorsque l'État agit comme employeur, soumis aux règles du capital. Les grèves ferroviaires révèlent donc une contradiction européenne plus large. Tous s'accordent à dire que le transport ferroviaire est essentiel pour la société, le climat et l'économie. Mais les travailleurs qui, concrètement, exploitent, entretiennent, planifient et sécurisent le trafic sont confrontés à des pressions et à une dégradation de leurs conditions de travail. a grève est nécessaire, elle démontre que les chemins de fer ne peuvent fonctionner sans les travailleurs. Si la société a besoin de transports publics sûrs et performants, les travailleurs doivent

bénéficier de salaires, d'effectifs, de mesures de sécurité et de conditions de travail à la hauteur de leurs responsabilités. La lutte pour l'amélioration des conditions de travail des cheminots est également la lutte pour des transports publics.

Détroit d'Ormuz

Pendant le blocage du détroit d'Ormuz, les négociants en matières premières énergétiques (qui achètent, transportent, transforment avant de revendre) ont réalisé des bénéfiques records. En s'appuyant sur le principe de l'offre incertaine / demande forte et sur leurs capacités réelles à approvisionner leurs clients, ils ont pu augmenter significativement leurs marges. Par exemple, Trafigura, l'un des plus gros négociants, vient d'annoncer 4,1 milliards de dollars de bénéfice au cours du premier semestre (plus du double par rapport au résultat de l'année précédente sur la même période). Un résultat n'ayant rien à envier aux géants de la tech sur le plan de la rentabilité. guidés par les besoins sociaux, et non par les économies et la logique du capital. Cheminots de tous les pays unissez-vous !

Bolivie : la lutte continue



Nous publions le texte de nos camarades du parti Communiste de Suède à propos de la situation en Bolivie¹⁰.

"Le Parlement bolivien a adopté une loi facilitant la déclaration de l'état d'urgence par le président et le recours aux forces de police et militaires pour réprimer les manifestations de grande ampleur. Cette décision intervient après plusieurs semaines de manifestations massives, de blocages et de grèves contre la politique économique du gouvernement, les pénuries de carburant, l'inflation et la dégradation des conditions de vie. Les manifestants ont rassemblé ouvriers, agriculteurs, mineurs, populations autochtones et employés du secteur des transports. Ils ont érigé des dizaines de barrages routiers, entravant l'acheminement de denrées alimentaires, de carburant et de médicaments. Les syndicats de transport ont appelé à la grève dans les principales villes du pays, et plusieurs ministres ont démissionné suite à la crise. Au moins dix personnes auraient été tuées lors des affrontements du mois dernier. Le gouvernement justifie ces nouveaux pouvoirs par le maintien de l'ordre, la sécurité et la lutte contre le « narcoterrorisme ». Un discours bien connu. Lorsque les travailleurs et les masses populaires protestent contre la hausse des prix, les coupes budgétaires et les conséquences de la crise, l'État tente souvent de criminaliser la lutte. Les revendications sociales sont transformées en menaces sécuritaires. La lutte des classes est dépeinte comme un chaos. Ceci illustre le rôle de l'État bourgeois. Lorsque la crise du capital doit être résolue par l'austérité, la hausse des prix et la suppression des subventions, ce sont les classes laborieuses et les pauvres qui en font les frais. Face à leur résistance, l'État réagit par la police, l'instauration de l'état d'urgence et la menace d'une intervention militaire. L'État apparaît alors non comme un médiateur neutre, mais comme un défenseur de l'ordre établi, garant de la minimisation des coûts de la crise. Le soutien ouvert des États-Unis au gouvernement en place n'est pas anodin. La Bolivie est depuis longtemps le théâtre de luttes pour les ressources naturelles, l'influence politique et l'ingérence impérialiste. Lorsqu'un gouvernement qui pratique l'austérité se heurte à la résistance populaire, il reçoit rapidement le soutien des forces qui veulent empêcher le pays de s'orienter à nouveau vers une plus grande indépendance ou un mouvement anti-impérialiste. Dans le même temps, la classe ouvrière doit maintenir sa position. Les protestations ne doivent pas se réduire à une lutte entre différentes factions bourgeoises ni à un soutien d'une administration capitaliste contre une autre. L'enjeu décisif réside dans les conditions matérielles des ouvriers, des paysans et des masses pauvres : le pain, le combustible, les salaires, le travail, la terre, les soins de santé et le droit de s'organiser. Lorsque l'armée menace de réprimer les manifestations, l'État révèle sa véritable nature. Derrière le Parlement, les discours sur le dialogue et les formules démocratiques se cachent l'appareil de violence. La réponse de la classe ouvrière doit être l'organisation, la solidarité et la lutte indépendante contre l'austérité, la répression et l'ingérence impérialiste."

Mexique grève des enseignants

Pendant les flonflons de la coupe du monde football battant leur plein, les enseignants mexicains sont dans la rue et subissent une répression brutale du pouvoir. Les enseignants, rejoints par des étudiants se mobilisent contre l'austérité dans l'éducation et notamment sur la question des retraites. Alors que la présidente avait fait campagne pour abolir une réforme des retraites contestée par les travailleurs, un fois au pouvoir, elle a remis sa promesse, ceci est finalement une caractéristique du comportement des sociaux-démocrates partout dans le monde.

A ce propos le Parti Communiste du Mexique leur apporte un appui sans faille¹¹ : " *Le Parti communiste du Mexique soutient les travailleurs de l'éducation organisés au sein du Comité national de coordination des travailleurs de l'éducation (CNTE), qui élisent démocratiquement leurs représentants et participent, par leur intermédiaire, aux négociations avec les employeurs. Nous dénonçons cette nouvelle attaque anti-ouvrière et anti-syndicale menée par le gouvernement social-démocrate de Claudia Sheinbaum et le cercle restreint de la Quatrième Transformation (4T), non seulement contre les travailleurs de l'éducation, mais contre l'ensemble de la classe ouvrière mexicaine.* "

Les ouvriers de Procter Gamble en Turquie, sont en grève

Les ouvriers de l'usine Procter & Gamble de Gebze, en Turquie, sont en grève protestant contre leurs bas salaires et une convention collective jugée insuffisante pour les protéger de l'inflation. Ces ouvriers, fabriquant notamment des produits d'entretien et de lessive, ont accroché leurs vêtements de travail à la grille de l'usine en signe de protestation. La grève a débuté suite à l'échec des négociations pour une nouvelle convention collective. Selon certaines sources, l'entreprise a proposé une augmentation salariale limitée, suivie d'une indexation ne couvrant qu'une partie de l'inflation. Pour les ouvriers, cela se traduit concrètement par une érosion continue de leur pouvoir d'achat. Lorsque les prix augmentent plus vite par rapport aux salaires, toute augmentation nominale ne compensant pas l'inflation équivaut à une baisse réelle du salaire. La Turquie est marquée depuis plusieurs années par une forte inflation, une baisse du niveau de vie et des conflits sociaux récurrents. Dans de nombreux secteurs, les travailleurs sont contraints de se battre afin d'obtenir des salaires suffisants pour se nourrir, se loger, se déplacer et subvenir aux besoins essentiels de leurs familles.

Mayotte : les Apprentis d'Auteuil en grève

Les salariés des Apprentis d'Auteuil à Mayotte ont annoncé une grève reconductible à partir du 17 juin 2026¹². Le mouvement intervient dans un contexte de tensions sociales liées à la suppression de dispositifs d'insertion et à la menace pesant sur une quarantaine de postes. "Les salariés, qui font état d'un manque de visibilité sur l'avenir des dispositifs et des postes. Dans un communiqué transmis à la presse, ils annoncent une grève reconductible et contestent la fin des financements liés aux dispositifs d'insertion concernés. Ils estiment cette décision comme fragilisant l'accompagnement des jeunes suivis par la structure. Les personnels alertent également sur les conséquences pour les bénéficiaires, qui pourraient se retrouver sans suivi. "

Grève de la scierie Balcas à Enniskillen (Irlande du nord)

Les travailleurs syndiqués étrangers de la scierie Balcas à Enniskillen, en Irlande du Nord, se mettent en grève¹³ après avoir rejeté une offre d'augmentation de salaire de 3 %. Une première journée de grève de 24 heures était prévue le 18 juin, suivie de deux autres journées les 25 juin et 2 juillet si l'employeur ne fait pas une meilleure offre. La grève devrait paralyser toute la production de bois de l'usine. Balcas appartient à Glennon Brothers, un important groupe de l'industrie du bois. Selon le syndicat Unite, de nombreux ouvriers de la scierie gagnent à peine plus que le salaire minimum, tandis que les nouvelles recrues sont payées au salaire minimum lui-même.

La CGT service publics solidaire de Cuba : brisons le blocus

La CGT service publics organise la solidarité avec le Syndicat National des Travailleurs de l'Administration Publique Cubaine (SNTAP). Dans un tract, elle dénonce le blocus criminel états-uniens et ses conséquences : coupures d'électricité, paralysie des transports, crise alimentaire et sanitaire. Pour pouvoir continuer à organiser les travailleuses et travailleurs face au blocus, le SNTAP sollicite un projet durable, utile et porteur de sens. Il s'agit de l'acquisition d'un véhicule électrique. Ce choix s'inscrivant dans la révolution énergétique de Cuba car Trump ne peut bloquer le solaire. Le coût d'un tel véhicule s'élève à 35.000 euros. Vous pouvez participer par chèque à l'ordre de CGT FTDNEEA (CGT FTDNEEA , 3 rue du Château d'Eau 75010 Paris) ou par virement en contactant :

cgt.ftdneea@gmail.com ; 07 81 60 95 84

¹ <https://www.cgt-aura.org/wp-content/uploads/2026/06/appel-SEB-19-06-26.pdf>

² <https://www.senat.fr/rap/r24-787/r24-78713.html#toc372>

³ <https://www.corsematin.com/article/social/13960900288796/conflit-social-chez-kyrnolia-une-procedure-disciplinaire-a-lencontre-dun-delegue-syndical-au-coeur-des-tension>

- 4 https://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe_Holder
- 5 https://www.challenges.fr/argent-et-placements/nous-permettons-aux-francais-de-participer-a-leffort-de-guerre-nicolas-dufourcq-directeur-general-de-bpifrance_644109shem=dsdf,sharefoc,agadiscoverdl,,sh/x/discover/m1/4 Les Apprentis d'Auteuil en grève
- 6 <https://guerrealaguerre.net/eurosatory-la-plus-grande-fete-internationale-des-vendeurs-darmes-gachee-par-guerre-a-la-guerre>
- 7 <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2023/09/20/kakao-naver-et-coupang-les-geants-coreens-du-numerique>
- 8 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3990-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-283-du-11-juin-2026>
- 9 <https://lepetitjournal.com/milan/actualites/greves-juin-mois-problematique-transport-italie-445328>
- 10 <https://riktpunkt.nu/2026/06/bolivias-regering-vill-satta-in-armen-mot-protester/>
- 11 <https://www.comunistas-mexicanos.org/index.php/pcm/no-al-recorte-de-clases>
- 12 <https://la1ere.franceinfo.fr/mayotte/les-apprentis-d-auteuil-en-greve-le-17-juin-le-conflit-social-se-poursuit-1710259.html?shem=dsdf,sharefoc,agadiscoverdl,,sh/x/discover/m1/4>
- 13 <https://unitetheunionireland.org/2026/06/11/first-one-day-strike-set-to-shutdown-balcas-sawmill/>

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à : Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement